

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté – Égalité – Fraternité

Département de la Creuse  
Arrondissement et canton de Guéret  
Commune de Guéret

## ARRÊTÉ N°ARR – 2018 - 247 Portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement rue de Paris

Le Maire de la ville de Guéret,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;  
VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,  
VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;  
VU le code de la route et notamment les articles L 411-1, R 110.1, R 110.2,  
VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;  
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,  
VU la demande formulée par le Barry Lyndon ;

Considérant qu'il convient de réglementer le stationnement et la circulation des véhicules lors de manifestations,

### ARRETE :

**Article 1<sup>er</sup>** – Du samedi 16 juin 2018 au dimanche 30 septembre 2018 de 17h30 à 2h00, la circulation des véhicules est interdite rue de Paris.

**Article 2** – Aux dates et heures mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, le stationnement des véhicules est interdit rue de Paris

**Article 3** - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 4** - Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Guéret.

**Article 5** - Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours administratif auprès de M. le Maire de Guéret dans un délai de deux mois à compter de sa notification, publication ou affichage.  
Le présent arrêté pourra également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de sa notification, publication ou affichage ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse (explicite ou implicite) de l'administration si un recours administratif a été déposé.

**Article 6** - Monsieur le Maire et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Guéret, le 04 JUIN 2018  
Le Maire

Copie sera adressée à :

- Madame le Directeur départemental de la sécurité publique
- Monsieur le Chef du Centre de Secours de Guéret
- Monsieur le Directeur du centre hospitalier de Guéret
- Monsieur le Directeur d'Évolis



Michel VERGNIER